



COUBRON ET SON HISTOIRE

Dans le cadre du Bicentenaire, la Commission Culturelle avait organisé, en association avec la bibliothèque, un concours sur : "COUBRON sous la Révolution".

Le premier prix a été brillamment remporté par Monsieur SAMSON Pierre et nous ne pouvions manquer de publier son ouvrage.

Vous ne manquerez pas d'apprécier la qualité du travail de recherche ainsi que la précision de style. "Encore bravo".

La Révolution, 1789-1795, il y a deux siècles déjà ; comment a-t-elle été vécue à COUBRON ?

Situons d'abord notre petite ville en ce 18ème siècle. Sans remonter au 12ème siècle où l'appellation de CURTBREUM devient en quelque temps COUBERON puis COUBRON dès le 13ème siècle.

Un nommé Rob. MAUVOISIN donne, en 1201, à l'église des chanoines de Livry un sétier de blé à prendre dans sa grange de COUBRON. Au moment de la révolution la Seigneurie de COUBRON était tenue par Jean Louis, portant tes titres de Marquis de Montfermeil, Seigneur des Châtellenies de COUBRON, de GAGNY et du fief de Maison Rouge.

La "Paroisse" (le mot commune viendra en 1790) de Coubron dépendait de la Généralité et de l'Election de PARIS, Province de l'Ile de France. Pour les affaires de Justice COUBRON dépendait de la Prévôté de PARIS HORS-LES-MURS, pour la gabelle du grenier à Sel de LAGNY.

En 1790, COUBRON devient Commune du département de Seine-et-Oise et fait partie des 12 communes du Canton de Livry, district de GONESSE. Sa superficie de 450 ha environ et sa population tournait autour de 300 habitants, la plupart étaient des cultivateurs, des vigneron et des arboriculteurs, il y avait beaucoup d'arbres fruitiers et les terres labourables dépendaient en majeure partie (plus de 50 ha) de la ferme du château.

Le Château, eh oui ! Et qui dit château, dit Seigneur, et les Seigneurs représentaient la noblesse, les privilèges et nous voilà à la Révolution.

Cette période trouble va amener des changements dans la vie de COU BRON. Certes, on ne se battait pas dans les rues, la vie était plus calme et plus paisible qu'à PARIS et dans les grandes villes. Après l'hiver très rude de 1788-89, où il y eut 56 jours de gelée consécutive, les paysans ne pensaient qu'aux travaux des champs et aux soins à donner aux arbres fruitiers, les vigneron soignaient les vignes et préparaient les tonneaux. La famine était moins présente à tous ces gens de la campagne, malgré les impôts très élevés. La gabelle ou monopole du sel pesait lourdement dans les dépenses des familles. Les Aides et la Taille se retrouvent d'ailleurs dans le cahier des Doléances. Le petit village de Coubron se regroupait autour de l'église. Comme pour la noblesse, le Clergé était aussi le point de mire en cette période.

L'église actuelle existait déjà, et c'est Toussaint Charles PAVIE qui était curé de la paroisse. Ce PAVIE était fort aisé et partageait son temps entre le charmant presbytère et son domicile parisien. Il était très aimé des Coubronnois et il fit beaucoup pour l'église en embellissements et fit don de plusieurs tableaux, peints par Guérin, peintre du Roi, dont "La Présentation de Notre Seigneur au Temple".

Au village vivait en même temps un autre prêtre, Jacques Etienne Ange de SEGONZAC de SERICOURT. Un peu demeuré, sa famille de bonne bourgeoisie l'avait fait embrasser la carrière ecclésiastique à seule fin de lui donner un état et le curé PAVIE lui avait permis de faire le "vicaire" mais il ne vivait pas au presbytère. Ce prêtre donna aussi 300 livres en 1788 pour la pose d'une grille au chœur de l'église.

Mais la Révolution est en marche et fin 1790 la Constitution Civile du Clergé est décrétée et le dimanche 21 janvier 1789, le citoyen PAVIE prête serment devant le maire et les officiers municipaux en même temps que J.E.A. de SEGONLAC de SERICOURT. L'Histoire ne dit pas sous quel nom ce dernier prêta son serment. Comme nous le verrons plus loin la première municipalité fut élue le 6 mars 1790. Le curé PAVIE renouvela son serment le 7 octobre 1792 et dès le 17 décembre déposa les registres des baptêmes, mariages et sépultures à la municipalité, c'est le début de l'état civil actuel.

Une ancienne religieuse Aimée RAYER, de la communauté qui avait tenu l'école charitable des filles de COUBRON, prêta aussi le Serment de Fidélité à la REPUBLIQUE le 20 octobre 1793 (An II).

L'Assemblée Nationale Constituante, après avoir prononcé la suppression des congrégations religieuses et la saisie de leurs biens, prit également en l'An II un décret de mise à disposition de la Nation des cloches des églises pour pallier à l'insuffisance et à la rareté des métaux. C'est ainsi que 3 des 4 cloches furent descendues du clocher et livrées au district de GONESSE. D'autres mesures "révolutionnaires" entraînèrent la suppression des armoiries et titres funèbres tant à l'intérieur qu'à l'extérieur de l'Eglise. Les grilles, en fer du chœur (don de l'abbé de SERICOURT) furent également vendues au profit de la Nation, la Croix sur le clocher fut enlevée.

Jusqu'à ces dernières années la pratique religieuse était encore importante, le curé PAVIE, prêtre très adoré, avait pu maintenir les cérémonies au moins jusqu'au milieu de 1791 : processions, Fête Dieu, Office des Ténèbres, etc. Le baptême donnait lieu à de belles fêtes familiales et la cérémonie des Relevailles était encore en usage. Cette cérémonie voyait la jeune mère se rendre à l'église avec son nouveau-né, dès l'une de ses premières sorties. Elle y recevait une bénédiction spéciale qui rappelle la visite de la Sainte Famille au Temple de Jérusalem. La femme qui reçoit cette bénédiction se tient à genoux avec un cierge allumé à l'entrée de l'église. Le prêtre fait sur elle et l'enfant une aspersion, après quelques prières, tous avancent jusqu'au bas de l'autel où la cérémonie prend fin par une bénédiction du pain que la jeune mère présente également.

Mais même à COUBRON, les idées nouvelles s'imposent, Le cure PAVIE ne pouvant plus exercer quitte Coubron et, croit-on, partit pour l'étranger. SEGONZAC voulut profiter de cette situation et se présenta à la municipalité pour proclamer son intention de dire la messe à la place de PAVIE. On décida que le maire lui ouvrirait la porte de la Sacristie tous les dimanches pour y prendre les objets du culte. Mais ceux-ci furent vendus peu de temps après et l'église devint "Temple de la Raison" à Coubron.

Et maintenant, que devient la Seigneurie de Coubron ? Au début des années révolutionnaires, le Marquis HUCQUART semble vivre tranquillement. C'était, il faut le dire, un petit marquis ou encore de petite noblesse rurale. Il n'avait que les privilèges mais ne recevait pas de pensions comme la noblesse de cour, par exemple son voisin du RAINCY, le Duc d'URLEANS.

Le Marquis de Coubron présida même la première assemblée des habitants (mais nous sommes encore en mars 1790) qui proclama la première municipalité. Le secrétaire de cette 1^{ère} assemblée était le curé PAVIE, le premier maire élu fut M. Nicolas DUMAGE. Le conseil général de la commune, ainsi s'appelait le conseil municipal, était composé de 10 membres. Les prêtres étaient obligés d'annoncer au prône de la messe paroissiale les lois nouvelles qui arrivaient sans cesse.

Il n'y avait pas de journaux, encore moins la T.S.F. L'église servait de lieu de réunion pour les assemblées publiques car il n'y avait pas d'autre endroit sur la commune.

Le Marquis Jean Louis HUCQUART continua, prudemment, de participer à la vie des Coubronnois. Mais sentant le danger, il émigra en 1792 et ses biens furent séquestrés le 29 octobre 1792. Une assemblée générale des habitants fit le partage des terres ayant appartenu au château, 59 lots furent répartis entre 55 citoyens de la commune. Les objets précieux du château furent transportés dans un dépôt installé dans l'hôtel de Nesles, rue de Beaume à PARIS. Les bois furent englobés dans la forêt de BONDY et M. GRISON, un banquier de Paris, fit démolir le château ou ce qui en restait en 1863.

En août 1792, l'Assemblée Législative ayant décrété "La PATRIE en DANGER". A l'arrivée de la notification à COUBRON le 13 septembre, le maire fit sonner la grosse cloche pour rassembler les habitants et prendre l'inscription des "Volontaire, au secours de la Patrie". Une prime de 100 livres fut votée pour ceux qui seraient disposés à partir. Un seul volontaire se présenta. Le citoyen Louis SUBTIL.

La période devient de plus en plus trouble, nous sommes en 1793, Louis XVI a été décapité, la guillotine fonctionne, à Paris, on parle de "complot", de "Terreur", l'Europe entière se ligue contre nous. La Convention faisait perdre aux conseils toute autorité et les communes, revinrent sous la surveillance des Comités de Salut Public. Le Comité de Surveillance de COUBRON était composé de 5 citoyens. GRIZOT, DELION, LACROIX. Claude RAYER et V. DUREL. Les changements vont très vite, comme dans tout le pays. Le citoyen SAVART, le 3^{ème} maire depuis M.DOMAGE, était suspendu de ses fonctions de maire en décembre 1792. En l'An III la Convention mettait sur pied une nouvelle Constitution, les petites communes n'avaient plus d'administration municipale mais seulement un agent municipal et un adjoint, élus. Les premiers ont pour nom ALLAIN et Claude RAYER.

La vie dure à cette époque est reflétée par les Cahiers des Doléances, dont celui de COUBRON de 1789, au début de la Révolution, montre bien les aspirations des Français. Les doléances de la paysannerie concernent les destructions des récoltes par le gibier, les plaintes relatives au poids des impôts. La taille ne frappait que le roturier seul.

C'est ainsi que COUBRON vécut cette période dont nous fêtons le deuxième centenaire. Tous ces faits ont laissé des traces, mais il y a eu également un épisode dont aucun historien n'a parlé, c'est l'affaire de la "Tabatière du Duc". Cela s'est passé en 1790, paraît-il en septembre.

Le territoire de Coubron était en grande partie couvert par la forêt de Bondy et vers le Sud-ouest par des bois pratiquement jusqu'au Raincy, où vivait le Duc d'ORLEANS. Après des démêlées avec Louis XVI et la Reine Marie-Antoinette, il occupait pendant de longues périodes le Château du RAINCY.

Louis Philippe Joseph d'Orléans chassait donc ce jour de septembre dans la forêt de Bondy et s'étant séparé du reste de sa troupe, ce qui lui arrivait fréquemment, se retrouva à l'orée de la forêt en vue de COUBRON. Il commençait à être fatigué et demanda asile dans une ferme tenue par un certain GUILLEMINAULT. Celui-ci avait un voisin, un ancien cocher, le citoyen DELION. Or, ce DELION était un ennemi juré de l'ancien régime, il avait travaillé au château comme cocher et fut renvoyé par le Marquis HOCQUART un an auparavant pour avoir prôné trop ouvertement les idées nouvelles.

Il faut dire que les cochers bavardaient entre eux aux relais et étapes et se transmettaient les nouvelles et événements auxquels ils assistaient. DELION reconnut aussitôt le Duc et rentra chez son voisin armé d'un vieux sabre. Malgré les protestations du citoyen GUILLEMINAULT. DELION s'en prit violemment au Duc. Les cris ameutèrent d'autres voisins et le Duc eut du mal à convaincre ses interlocuteurs. Même dehors on

entendait des phrases comme : "Je suis des vôtres". "Non, vous avez engagé des domestiques anglais, votre cocher ROLLY" est bien anglais".

"C'est une mode et c'est mon droit d'engager qui je veux". "Vous n'avez plus de droits. Vous avez affamé Paris". C'est le Roi Louis le responsable". "Taisez-vous, il n'y a plus de Roi". "J'ai fait plus pour le peuple que vous ne croyez, laissez-moi maintenant et appelez moi citoyen Egalité".

Des témoins ont raconté qu'il aurait dit avoir comploté contre le Roi. (Historiquement c'est vrai).

Enfin GUILLEMINAULT réussit à faire sortir le citoyen DELION et le Duc put repartir le lendemain matin après avoir passé la nuit au château du Marquis HOCQUART.

Pour remercier GUILLEMINAULT, le Duc d'Orléans ou citoyen Egalité lui laissa sa tabatière, c'était une très belle pièce en or ciselé par un des meilleurs orfèvres de Paris. GUILLEMINAULT ne voulut pas accepter ce présent, mais sa femme insista, puis par sécurité ils cachèrent le soir même la tabatière dans un mur et se jurèrent mutuellement que jamais ils ne révéleraient l'existence de ce "trésor". Le Duc Philippe Egalité fut guillotiné le 6 novembre 1793 après avoir pourtant rallié la cause de la République.

Citoyens de COUBRON, ne chercher pas la tabatière du Duc d'Orléans, les maisons de notre village ont presque toutes été détruites en 1870 lors de l'occupation par les Saxons.

Et en ce bicentenaire de la Révolution, citoyens de Coubron crions ensemble : VIVE LA REPUBLIQUE VIVE COUBRON